

LINDNER (*Otto*), Ingénieur (Berlin, 10.8.1852 - Ypres, 16.2.1945). Fils de Heinrich Ernst et de Henrietta-Augusta Teubert; époux de Leclercq, Marie-Ursule-Eugénie.

Né de parents saxons, Otto Lindner fit des études techniques à Berlin. Malgré son jeune âge, il fit partie de l'expédition que la «*Deutsche Gesellschaft zur Erforschung Aequatorial-Africas*» envoya dans la région du Loango en 1873-1876.

Il s'embarqua en compagnie du médecin J. Falkenstein le 1^{er} octobre 1873 à Liverpool sur le *s/s Benin* de la African Steam Ship Company. A bord se trouvait également le journaliste H.M. Stanley, qui allait suivre la campagne des Anglais à la Gold Coast contre les Ashanti. L'homme de la presse s'amusait à observer ces deux Allemands — en la personne de Lindner il croyait avoir à faire à un étudiant — qui s'enthousiasaient déjà à l'avance de leurs travaux sur terre ferme. Entre-temps ils préparaient des insectes ou des oiseaux de la côte qu'ils pouvaient attraper, en vue de leur étude en Allemagne.

Le 5 novembre 1873, le docteur Falkenstein et Lindner débarquèrent à Landana. De là, leur chemin les conduisit en tipi le long de la plage à la petite localité côtière de Chinchoxo, base de l'expédition. Déjà après neuf jours de séjour dans le poste, Lindner subit sa première attaque de malaria. Il s'adapta très facilement à son nouveau milieu et ses connaissances de la mécanique le firent hautement apprécier. Le chef de l'expédition, le Dr P. Güssfeldt, se l'attacha comme compagnon de voyage sur le Kwilu, en remplacement d'un autre collaborateur. En premier lieu, Lindner dut s'occuper du transport d'approvisionnements de Chinchoxo à Loango, ce qui ne se fit pas sans pertes par suite d'une mer houleuse. Le 4 juillet 1874, commença la randonnée sur le Kwilu jusqu'à la factorerie Mayombe. A partir de ce point, Lindner se mit à la tête de la caravane forte de 60 hommes et s'engagea dans la forêt. A plusieurs reprises, Güssfeldt dut rappeler son adjuvant à l'ordre car celui-ci, accompagné de quelques autochtones fort peu chargés, ne s'occupait guère du gros de la troupe qui traînait dans les villages; il s'était porté des heures en avant pour s'adonner, le cœur joyeux, à la chasse.

Par son talent de chasseur, Lindner approvisionna la caravane. Des difficultés avec les porteurs obligèrent l'expédition à retourner sur ses pas le 14 juillet. Le jour suivant, Güssfeldt dut de nouveau constater que son jeune compagnon, en possession de la literie et des ustensiles de cuisine, prit une sérieuse avance sur sa propre caravane qui progressait avec lenteur. Cette expédition ne donna pas de résultats tangibles. Lindner, de qui Güssfeldt avait apprécié les services, revint à Chinchoxo terriblement affaibli et présentant un aspect effrayant, suite de la fièvre intermittente. Pendant quelque temps, il ne fut d'aucune utilité à l'expédition.

Mais au début de 1875, son ingéniosité technique rend de nouveau des services à la petite communauté de Chinchoxo. Grand chasseur, Lindner prit part avec le Dr Pechuël-Loesche et plusieurs autochtones à une partie de chasse au buffle. Cette excursion faillit tourner au tragique car, pendant que Lindner visait un oiseau dans un arbre, un autochtone inconnu tira un coup de fusil en sa direction. Le projectile pénétra dans l'omoplate droite et nécessita son transport au poste. Cet attentat dont le mobile ne put être éclairé, donna lieu à un sentiment d'incertitude.

A la fin de 1875, les maisons de commerce européennes à Landana vivaient sous la menace permanente d'une attaque indigène. Le 7 janvier 1876, le pavillon de détresse fut hissé. Falkenstein, Pechuël-Loesche et Lindner, escortés de 43 hommes se hâtèrent au secours de la mission des pères du Saint-Esprit. La situation était moins désespérée qu'on ne l'avait présumée car les missionnaires français s'étaient bien défendus. Leurs alliés allemands res-

tèrent à Landana jusqu'au premier février. Pendant ce temps, Lindner avait de nouveau pu faire la preuve de ses connaissances techniques en remplaçant le machiniste du bateau qui devait aller chercher du renfort à Banana et qui était tombé malade.

Le 5 mai 1876, l'expédition scientifique allemande du Loango s'embarqua à Landana sur la malle anglaise *Loanda*; ses résultats ne répondaient nullement à ce que l'Allemagne avait espéré.

Lindner débarqua à Liverpool le 29 juin 1876. Ce séjour d'à peu près trois ans, avait fait de lui ce que les contemporains désignaient par l'expression «*un Africain*».

Le 18 décembre de la même année 1876, Otto Lindner s'embarqua à Rotterdam sur le *s/s Normandy*, cette fois-ci au service de la «*Afrikaansche Handelsvereeniging*». Il arriva à Banana le 16 janvier 1877. Pendant quatre ans, il dirigea la factorerie de Ponta da Lenha et une série d'installations commerciales qui en dépendaient. Ce deuxième séjour en Afrique lui permit de rencontrer de nouveau H.M. Stanley, à l'arrivée duquel il aurait assisté à Boma le 9 août 1877 et qui lui aurait donné une boussole. Nous savons que Stanley a sollicité la collaboration de l'Allemand en ce qui concerne hommes et matériel, en vue de la construction de Vivi. Fin 1878, Lindner prit la direction d'un des trois groupes qui procédèrent à des expéditions punitives contre trois «*rois*» de Boma. Après expiration de son contrat, il s'embarqua pour l'Europe le 15 juin 1880 à Banana et arriva à Rotterdam le 10 juillet 1880.

Il n'est pas étonnant que cet homme, dont le docteur Falkenstein avait loué la capacité et la valeur et dont Stanley avait fait la connaissance, ait été reçu le 15 août par le colonel M. Strauch et qu'il soit entré au service du Comité d'Etudes du Haut-Congo déjà le 19 août 1880. Le 31 août 1880, le colonel Strauch mit Stanley au courant de l'engagement du nouveau collaborateur. Le plan du moment prévoyait l'envoi de Lindner à Changhai afin d'y recruter une cinquantaine de coolies pour s'occuper du travail manuel dans les stations et améliorer le chemin ouvert par Stanley. Si le voyage de Lindner en Chine n'était pas couronné de succès, alors il passerait par Zanzibar où il essaierait de procéder au recrutement d'autochtones. Le Roi le reçut en audience, ainsi qu'il était de coutume avec la plupart de ses collaborateurs en Afrique. Lindner passa les quelques mois qui le séparèrent de son départ, à Bruxelles, au Grand Hôtel Britannique à la Place du Trône, et au n° 20 de la rue du Pépin. Pendant ce temps, il prodiguait ses conseils à la direction du Comité d'Etudes. C'est ainsi qu'il avait calculé que le commerce à Vivi devait être rentable, ceci en opposition à Adolphe Gillis qui considérait l'installation d'une factorerie dans cette localité condamnée à un déficit (Strauch à Stanley, le 13.X.1880). Il prit également part à la discussion au sujet des nouveaux recrutements: devait-on envoyer un agent en Chine ou engager des Kruboy du Libéria que le major P. Van den Bogaert et le lieutenant C. Bracconnier recommandaient? Lindner, sans sous-estimer les qualités de ces hommes, était cependant d'opinion qu'ils n'accepteraient pas d'accompagner l'expédition à l'intérieur des terres. C'est à Stanley que Strauch laissa l'appréciation de leur valeur (4.XI.1880). Sans répondre de façon formelle, Stanley glissa dans sa lettre du 10 janvier 1881 à Strauch, un jugement assez clair: «*The West Coast natives, the least intelligent of our people...*». Le 19 décembre 1880, Lindner s'embarqua avec son compatriote F. Hertwig à Brindisi. Son contrat d'engagement, qui figure dans les archives Otto Lindner conservées au Musée Royal de l'Afrique Centrale à Tervuren, est un document remarquable. La tâche principale résiderait dans l'étude des ressources du bassin du Congo et des moyens d'y nouer des relations commerciales. L'engagement prévoyait l'établissement et la direction pour le compte du Comité d'Etudes du Haut-Congo, de factoreries, de dépôts de marchandises ou d'un autre établissement du même genre dans le Bas-Congo, ou l'installation d'une

factorerie dans une des stations déjà existantes. Dans ce dernier cas, il lui était défendu de s'immiscer dans la direction de la station. Il était prévu expressément que le Comité pouvait employer Lindner au recrutement de travailleurs pour le Congo ou qu'on pouvait l'adjoindre à un agent désigné. C'est d'ailleurs sur ce terrain que Lindner allait déployer sa première activité. Un paragraphe donnait à cet engagement un caractère très particulier: «*La mission de Mr Lindner sera indépendante de celle de Mr Stanley, cependant, il sera tenu de se conformer aux instructions qu'il recevrait de Mr Stanley dans l'intérêt général de l'entreprise dont celui-ci a la haute direction*». Ce correctif impliquait également l'obligation de procurer au chef les renseignements que celui-ci pourrait demander et de lui donner spontanément des avis qui pourraient lui être utiles. Malgré tout, ces conditions s'avéraient toutes différentes de celles que l'on trouvait normalement dans un engagement et qui exigeaient expressément de la part du «*voyageur*» (c'est le nom que le Comité d'Etudes aimait à donner aux personnes à son service en Afrique), une obéissance absolue envers Stanley ou son délégué pour tout ce qui concernait le service.

Il était également entendu que Lindner enverrait régulièrement au président du Comité d'Etudes des rapports détaillés et circonstanciés sur ses études et ses travaux. Mais dans le cas de nomination d'un directeur du service commercial au Congo, ce dernier aurait à servir comme intermédiaire dans toutes les relations entre Lindner et le Comité.

L'engagement du 19 août 1880 prévoyait un appointement de £ 320 par an, somme qui fut augmentée jusqu'à £ 347 par modification de contrat le 17 décembre 1880.

Il était à prévoir que ce Berlinoïse autoritaire allait demander des éclaircissements quant à l'interprétation de son indépendance à l'égard de Stanley. Strauch lui précisa quelques prérogatives: correspondance directe avec le Comité; détermination des fonctions par le Comité, sans possibilité pour Stanley de les modifier; possibilité de requête de ses services par Stanley uniquement dans le cas où la défense de la station ou de l'expédition l'exigerait. Toutefois, Strauch répétait — et c'est précisément dans ce domaine que Lindner se verra lié — que les instructions de Stanley, données dans l'intérêt général de l'entreprise, devaient être exécutées.

Le 15 décembre 1880, Lindner reçut ses premières instructions précises: engagement à Zanzibar d'une quarantaine de travailleurs. Arrivé à Zanzibar le 6 janvier 1881, Lindner, secondé par l'Allemand F. Hertwig, se mit immédiatement au travail, parvint à en recruter une septantaine et quitta déjà l'île le 6 février. Tout en se réjouissant de la promptitude avec laquelle son agent avait exécuté les ordres, le Comité d'Etudes (dénomination encore toujours employée) estima que Lindner ne se montrait pas très économe des sommes engagées dans le transport de ces hommes, mais il y avait urgence extrême à procurer à Stanley les effectifs nécessaires dans la course engagée entre Pierre Savorgnan de Brazza et lui-même. Devant cette nécessité absolue, Strauch avertit le nouveau collaborateur qu'il avait à aider Stanley dans sa progression vers le Stanley Pool. A son arrivée au Congo, il avait à organiser sa caravane et à l'amener par marches forcées vers Manyanga, où le chef de poste devait procéder à un recrutement sur place. De là, Lindner, assisté de Hertwig, aurait à s'occuper du transport du steamer *Royal* et des bagages de Stanley jusqu'au Pool. Strauch lui donna l'assurance que sa mission restait indépendante de celle de Stanley et que sa collaboration prendrait fin le jour de l'achèvement du transport, sauf dans le cas où de grosses difficultés se présenteraient. Une fois la mission accomplie, Lindner aurait à parcourir le Mayombe, la région située au nord du Bas-Congo, pour arriver dans le Loango, région côtière qu'il avait visitée quelques années plus tôt.

Sur cette contrée, qu'on croyait riche en ivoire et qu'on estimait être la plus adéquate à la construction d'un chemin de fer, planait la menace de Brazza; il

fallait à tout prix s'assurer des concessions territoriales et l'autorisation exclusive de construire la ligne de communication projetée. Lindner pouvait disposer de Hertwig et de 20 Zanzibarites, à prélever sur ceux qu'il avait recrutés pour cette mission, que le Comité présenta à Stanley sous la forme très vague de reconnaissance commerciale.

Devant les succès de Brazza — « His success is a defeat for the Comité d'Études... » écrivait Strauch à Stanley le 31 janvier 1881 — et les progrès tellement lents de Stanley, Léopold II se montra impatient. N'avait-il pas écrit à Strauch le 21 mars 1881 : « Je remarque que lorsqu'il est payé à l'année, Stanley n'avance guère ; il faut je pense le payer à la tâche ? » Dans l'optique léopoldienne, Lindner devait constituer un élément qui allait « chercher à activer un peu les progrès si lents de l'exploration du Bas-Congo » (Léopold II à Strauch, 22 mars 1881).

La tempête et la maladie firent du trajet de Zanzibar à Banana un voyage mouvementé. A son arrivée à Banana le 6 avril 1881, la « Nieuwe Afrikaansche Handels-Vennootschap » fit à Lindner une réception sympathique. Le 9 avril, le steamer *Belgique* l'emmena à Vivi en compagnie du lieutenant belge F. Orban et du médecin français Etienne Lucan. Le 5 mai 1881, Lindner partit pour l'intérieur, accompagné du lieutenant L. Valcke. A Manyanga, le 5 juin 1881, Stanley qui venait de se rétablir d'une grave maladie, salua l'arrivée de Lindner et d'une bonne vingtaine de Zanzibarites. Lindner se montra accommodant et accepta d'aider le chef de l'expédition. Ce dernier, par la présence des nouveau-venus, entrevit alors la possibilité d'entreprendre une visite-éclair au Stanley Pool, nœud crucial de toute pénétration sur le Haut-Congo.

De Manyanga, Lindner repartit vers Isangila avec l'*En Avant*, le *Royal* et deux bateaux en acier. Vers la mi-juillet, il amena avec Valcke et Hertwig les renforts longtemps attendus. Lindner reçut de Stanley le commandement d'une partie des Zanzibarites, avec ordre de transporter des marchandises et des chariots de Manyanga à Mpakambendi, une localité située à 22 milles de là. La nouvelle recrue se trouvait donc en pratique englobée dans la grande expédition de Stanley qui n'entrevoit pas de possibilité d'exploration au Loango avant juillet 1882. Pendant le trajet avec ses Zanzibarites, Lindner eut à se plaindre de leur insubordination.

Entre temps, suivant en cela les instructions impératives reçues de Bruxelles, Stanley se hâta vers le Pool en compagnie de Valcke, de Braconnier et de Mahoney. Il y rencontra le sergent Malamine, au service de Brazza et par le fait même, certaines complications, dont il dissimule la gravité dans son ouvrage « The Congo and The Founding of Its Free State ». A son nouveau collaborateur Lindner cependant, Stanley ne cacha pas ses préoccupations : « We have had no success. The country is locked up completely by the machinations of De Brazza » (13.VIII.1881). Quand Stanley revint à Mpakambendi le 21 août 1881, il constata que Lindner avait travaillé durement et intelligemment. Le chef était donc content et il envoya Lindner à Manyanga pour y signer des accords avec les chefs locaux. Puisque l'expédition s'installait sur la rive sud du Pool, il fallait bien se procurer des terrains à l'endroit où allait s'élever la station de Manyanga-Sud.

On se rend facilement compte, à la lumière de la carrière congolaise de Lindner, qu'il y avait une différence énorme entre les plans conçus à Bruxelles et leur exécution en Afrique. Des deux côtés on réagit aux nécessités du moment, mais entre Bruxelles et Vivi, il y avait cinq ou six semaines de délai. C'est ainsi que nous lisons dans une lettre adressée par Stanley à Strauch le 12 juin 1881 qu'il croit fermement que Lindner restera à sa disposition pour les travaux sur le Congo. Or le 7 juillet 1881, avant l'arrivée à Bruxelles de cette lettre, Strauch donne de nouvelles instructions à Lindner dégageant celui-ci de l'obligation de s'occuper de la chaloupe à

vapeur qu'on attendait à Banana vers le milieu de septembre. Il semblait de première importance maintenant, vu les agissements de différentes nations pour s'accaparer de territoires en dessous du parallèle 5°12' S (limite nord des prétentions portugaises) que l'Association ait un chemin libre allant du Stanley Pool vers la mer. Il s'agit en somme d'une reprise du plan d'une mission au Mayombe et au Loango qui avait pris forme fin janvier 1881. La question essentielle résidait dans l'établissement d'une ligne de communication — route ou chemin de fer — entre le Pool et l'Océan. Il était conseillé à Lindner de tenir compte du trajet le plus court mais aussi de la nature de la région, des obstructions naturelles, de la densité de la population et des possibilités de main-d'œuvre, de la richesse en bois et de la situation du point à occuper sur la côte. A la base de tout se trouvaient évidemment les concessions dont Léopold II avait souligné l'extrême importance : « Sans concessions notre entreprise périra en germe ». Les ordres contenus dans cette lettre à Lindner, se retrouveront plus tard, dans les premières instructions données par Strauch au Dr Pechuël-Loesche, le 15 janvier 1882. Grâce aux Papiers Lindner, nous pouvons donc retracer l'origine et l'évolution de ce fameux plan d'une expédition au Loango, début de la politique léopoldienne au Kwilu-Niadi. Chaque fois que Lindner reçoit des instructions au sujet de la reconnaissance au Loango, Stanley en est mis au courant, mais les données qui lui sont procurées au sujet de cette entreprise concurrente sont plutôt vagues ou en tout cas moins complètes.

Bruxelles se montra d'une versatilité extrême dans les instructions envoyées en Afrique. Ayant appris la maladie de Stanley, on le remplaça par Braconnier. A ce dernier, Bruxelles proposa le choix entre deux procédés. Le premier consistait en une progression ininterrompue vers le Pool avec l'*En Avant* en n'emportant que le matériel, les provisions et les articles de troc indispensables à la subsistance ; dans ce cas, Lindner serait chargé de faire suivre le reste des provisions et des colis. Le second procédé impliquait la formation par Braconnier d'une caravane légère, disposant du matériel et des provisions nécessaires jusqu'à l'arrivée au Stanley Pool de Lindner, qui lui-même serait chargé du transport de l'*En Avant*. Le repos forcé de Stanley s'avéra beaucoup moins long qu'on ne l'avait présumé, ce qui fit que les choses ne se passèrent pas de la façon dont Bruxelles les avait vues. Mais il faut souligner qu'on considérait Lindner comme partie intégrante de l'entreprise Stanley.

Cette situation n'avait pas l'heur de plaire à Otto Lindner. Son ami, Antoine Galezot, trésorier du Comité d'Études du Haut-Congo, se montra très compréhensif et essaya de le libérer de l'emprise du chef. Mais dans la lettre qu'il adressa de Bruxelles à Lindner le 7 septembre 1881, Galezot confia que tout dépendait des plans du Roi qui ne s'étaient pas encore prononcés. En même temps, il définit l'expédition Stanley comme une mission préparatoire dont le but était la recherche d'un emplacement adéquat pour les différentes stations et l'établissement de contacts avec les autochtones. Une fois ce stade acquis, le moment serait venu d'une prospection et entreprise commerciales basées sur les bénéfices résultant des produits ordinaires du pays. Cette entreprise indemniserait les frais occasionnés par la reconnaissance du pays et par l'établissement des stations.

Il y avait toujours de l'espoir pour Lindner de se libérer de son inféodation à l'expédition Stanley, même si sa mission ne présentait pas un caractère commercial. Léopold II tenait en fait *in petto* l'envoi de Hanssens et de Lindner à Zanzibar (Léopold II à Strauch, 9.IX.1881) car il estima nécessaire la présence d'un agent à Zanzibar, tant pour les expéditions par la côte est que pour celles de Stanley et du Loango. L. Amelot, qui devait accompagner l'*A.I.A.*, la nouvelle chaloupe, de Liverpool au Congo, fut chargé d'avertir dès son arrivée, O.

Lindner qu'il avait à partir pour Zanzibar, en passant par Madère et Lisbonne où des instructions l'attendraient.

Le Comité voyait cependant un moyen de gagner de l'argent et du temps en essayant d'employer à la tâche de recrutement à Zanzibar un membre de la seconde expédition envoyée par la côte orientale, O. Roger, qui se trouvait sur place. Par lettre du 30 septembre 1881, Strauch met Lindner au courant de la nouvelle évolution : ses services sont plus nécessaires sur le Congo que dans une quelconque mission secondaire. Il devra accompagner Stanley qui va fonder trois stations sur le Haut-Congo. Lindner se voit chargé de l'étude de la région et de ses produits, des articles de troc et des mesures à prendre en vue de la fondation de factoreries. Un argument en plus pour l'envoi de Lindner sur le Haut-Congo réside dans le fait que l'ivoire s'y trouve facilement et à vil prix. Strauch promet à Lindner, qu'au moment opportun, des aides recrutés dans le personnel factorien lui seraient adjoints pour diriger les établissements commerciaux qui auraient été créés. Cette promesse s'adressait évidemment à l'homme autoritaire que fut Otto Lindner.

Roger mena sa mission à bonne fin : il recruta 130 Zanzibarites, dont 100 étaient destinés au service de Stanley, tandis que les 30 autres formeraient l'escorte du voyageur qui explorerait le Loango. Non seulement Lindner se voyait privé de la participation tant ambitionnée à l'expédition du Loango, mais Strauch lui demanda d'aller chercher les Zanzibarites de Roger, soit à la côte soit à Vivi et d'en remettre 30 au lieutenant L. Van de Velde qui, lui, demeurait attaché à l'entreprise du Loango. Le 14 octobre 1881, Albert Thys, l'adjoint du colonel Strauch, essaya de prouver à Lindner que la mission que Strauch lui avait confiée sur le Haut-Congo constituait une preuve de la confiance qu'il avait toujours eue en lui. Strauch avait d'ailleurs confié à Lindner qu'il allait proposer au Comité de lui laisser un pourcentage dans les bénéfices réalisés sur l'ivoire qu'il achèterait ou qui serait acquis par son intervention. En plus, devant l'urgence de la poussée vers l'intérieur, Lindner aurait un vapeur à sa disposition (14.X.1881). Le 30 octobre 1881, Léopold II résuma à Strauch son idée sur l'aide que Lindner pourrait apporter à la mission Stanley : « Vous l'autorisez (à Stanley) à acheter tout l'ivoire possible et à charger Lindner des écritures afin de pouvoir lui, Stanley, remonter le Congo aussi vite que possible. Il ne me semble pas qu'il soit fort indispensable de promettre à Lindner 2 ou 3% ». Le lendemain Strauch mit Lindner au courant de la nécessité de vider les réserves de Vivi afin de permettre l'achat de tout l'ivoire qu'on pouvait trouver. Lindner était prié d'administrer la station de Ntamo pendant que Stanley s'absenterait sur le Haut-Congo. Devant le danger en la personne de Savorgnan de Brazza et devant la concurrence commerciale possible notamment du côté de la « Nieuwe Afrikaansche Handels-Vennootschap », l'expédition du Loango perdit quelque peu son caractère d'urgence et l'on prévint même l'emploi sur le Congo des 30 Zanzibarites destinés à l'origine pour cette exploration secondaire. Le transport de l'*A.I.A.* auquel Lindner devait coopérer par tous les moyens perdit de son actualité. Tous les efforts devaient se concentrer maintenant sur la ruée vers le Stanley Pool.

Parallèlement aux instructions à Lindner, Strauch envoya le même 31 octobre 1881 une lettre à Stanley par laquelle ce dernier était prié de pousser vers le Pool, en achetant tout l'ivoire qu'il pourrait trouver et de le laisser aux bons soins de Lindner qui devait mettre Bruxelles au courant de la quantité et du poids.

Entre temps, au Congo, Lindner s'était distingué — il fut même blessé — dans la défense de la factorerie française Daumas, Béraud et Cie à Banana contre les Solongo. Pendant cette opération guerrière qui se place dans la seconde moitié du mois d'octobre 1881, le chef Nemlao fut fait prisonnier.

Le 30 novembre 1881, Strauch adressa à Stanley

une lettre par laquelle il fit savoir qu'on avait fait appel au «good will» de Lindner afin de prendre en charge une des deux caravanes formées des Zanzibarites de Roger et d'emporter aussi vite que possible au Pool les marchandises entreposées à Vivi. Après ce transport Lindner serait libre de retourner à la côte avec 34 (sic) des Zanzibarites nouvellement recrutés et d'entamer la reconnaissance du Loango en compagnie du Dr Pechuël-Loesche. Car si Bruxelles avait, sur les instances de Stanley, accepté la primauté de l'avance sur le Congo, il semblait maintenant urgent de s'assurer certaines possessions au Loango réservant une ligne de communication du Stanley Pool à la côte, afin de déjouer un éventuel protectionnisme étranger exercé sur le Bas-Congo. Strauch ne précisa pas à Stanley le rôle de Lindner au Loango, mais il fit comprendre que Bruxelles désirait le retour de ce dernier au Congo afin d'y prendre en main la direction des affaires commerciales pendant le voyage de Stanley sur le Haut-Congo. Les deux hommes avaient à se mettre d'accord au sujet de la date du retour de Lindner au Congo.

Parmi les prérogatives de Lindner figurait la correspondance directe avec le Comité. C'est ainsi qu'à la même date du 30 novembre 1881, Strauch mit Lindner au courant du regain d'intérêt pour la mission du Loango. En effet, Bruxelles estimait que, Stanley étant en possession de tout ce qu'il lui fallait pour son avance, Lindner pourrait avantageusement se mettre au service de l'expédition du Loango. La tâche qui se présentait dans cette région comprenait trois aspects : la création de stations à la côte pour la culture du café ; la recherche d'une route entre le Stanley Pool et l'océan située au nord du parallèle 5°12'S et la conclusion de traités avec les chefs ; la découverte de mines. La première partie serait confiée au Dr Pechuël-Loesche, la troisième à Lindner tandis qu'en ce qui concerne la deuxième, les circonstances et le temps disponible indiqueraient qui des deux aurait à s'occuper de son exécution. Chacun des deux explorateurs disposerait de 17 Zanzibarites. L'absence de Lindner ne pouvait pas excéder 3 mois car le Congo restait l'affaire capitale dont la direction commerciale lui serait confiée. En plus, Lindner devait être de retour au Stanley Pool au moment où Stanley partirait pour le Haut-Congo. L'aspect commercial de l'entreprise est typiquement illustré par la seule circonstance admise pour donner l'autorisation à Lindner de continuer son exploration ; c'était la découverte de «gisements métalliques d'une grande richesse, qui soient immédiatement exploitables et dont les produits puissent être facilement transportés». C'était l'unique cas où un suppléant serait cherché pour le Stanley Pool.

Un moment, donc, le Comité avait songé à charger Lindner de la direction de la station du Stanley Pool. Le Comité se rappelait évidemment qu'à son engagement, Lindner avait posé comme condition d'avoir à s'occuper uniquement d'opérations commerciales, mais on avait constaté qu'il y avait deux mobiles qu'on pouvait exploiter chez lui : son dévouement au Comité et sa sensibilité à la flatterie. Le 15 janvier 1882, la décision est communiquée à Stanley : Lindner est attaché à la station de Vivi, à moins que Stanley n'ait déjà pris des mesures pour répondre à une situation inconnue à Bruxelles. Pechuël-Loesche dirigera la reconnaissance au Loango, dont le but essentiel est la protection de la route construite par Stanley entre Vivi et le Pool. Comme si l'insistance de Bruxelles de présenter la mission au Loango en fonction de celle du Bas-Congo n'était pas suffisante, Bruxelles fait part à Stanley que le Dr Pechuël-Loesche, un de ses grands admirateurs, avait promis de lui apporter son assistance, si les circonstances obligeaient Stanley à la lui demander.

Comme d'habitude, Strauch mit Lindner au courant, le 15 janvier 1882 même, de sa nouvelle tâche. Devant le départ, pour cause de maladie, de Sparhawk, le chef de Vivi, et estimant le capitaine Hanssens trop peu expérimenté, Bruxelles chargea Lindner de la direction des affaires à Vivi, cette station, qui constituait la base de toute l'entreprise. Là,

l'ostocracie exercé par la Nieuwe Afrikaansche Handels-Vennootschap (N.A.H.V.) contre ses deux «déserteurs», Lindner et Hertwig, n'était pas fait pour simplifier les choses. Devant l'opposition farouche des Hollandais en la personne de A.H. de Bloeme, le chef local de la société hollandaise, Stanley proposa à Strauch de transférer Lindner de Vivi au Stanley Pool en qualité d'agent commercial. L'animosité hollandaise trouvait évidemment son origine dans la crainte de voir l'expédition stanleyenne s'installer comme concurrente commerciale au Bas-Congo. Bruxelles réagira plus tard en ne demandant plus aucun service à la N.A.H.V.

Le Dr Pechuël-Loesche était chargé de communiquer verbalement à Lindner ce qu'on attendait de lui dans la défense, contre les intrus, des droits que les chefs autochtones de Vivi avaient transférés au Comité.

Toute une correspondance a trait aux problèmes posés à Vivi, problèmes locaux souvent, mais ayant leur incidence sur l'état de l'expédition. Bruxelles donne des instructions concernant les réformes nécessaires à Vivi, la construction de bâtiments, l'organisation du commerce en collaboration avec Adolphe Gillis envoyé spécialement dans ce but en Afrique, les Zanzibarites, l'horticulture et l'élevage, le ravitaillement de Stanley, l'obtention de nouvelles concessions autour de Vivi et le long de la route menant à Isangila.

Lindner doit aussi s'occuper de questions spéciales. C'est ainsi que Strauch lui demanda, par lettre du 31 mars 1882, de faire une reconnaissance des points les plus propices à l'installation de turbines destinées à produire une force motrice électrique et de s'assurer la possession de ces endroits.

Strauch avait en effet soumis au Roi, le 26 mars 1882, un numéro de la revue *Science pour tous* dans laquelle l'emploi de chutes était expliqué. Le Roi avait demandé à Strauch d'envoyer ce document à Stanley et de lui chercher avec l'aide du général Nicaise, qui connaissait Krupp, un ingénieur allemand à même d'assurer l'étude de la construction du chemin de fer et du problème de l'exploitation des chutes.

Le 28 mai 1882, Lindner, Pechuël-Loesche, que Strauch avait également mis au courant du projet, et l'agronome Teusz se mirent en route vers les chutes de Yelala en laissant le commandement de Vivi à von Dankelman. Officiellement, il s'agissait d'une partie de chasse. Le retour eut lieu le 1^{er} juin suivant. Le 5 juin Pechuël-Loesche envoya un rapport à Strauch ; il y souligna l'impossibilité de mettre en pratique l'idée, émise par Bruxelles, d'employer le fleuve Congo en vue de la production d'électricité.

Mais Otto Lindner se sentait malheureux dans sa fonction de chef de Vivi. Fin mars 1882, peu de semaines donc après son affectation, il avait communiqué à Strauch son intention de démissionner.

A son compatriote, le Dr Pechuël-Loesche, arrivé à Vivi le 21 mai 1882, Lindner s'est amèrement plaint de sa situation. Il ne voulait nullement rester à la tête de Vivi, car il était venu au Congo dans un tout autre but. S'il ne lui était pas possible d'accompagner le Dr Pechuël-Loesche dans sa reconnaissance au Loango, il démissionnerait.

Devant cette menace, Strauch minimisa auprès de Lindner l'importance de la mission du Loango et essaya de le convaincre de la nécessité de rester à Vivi. Il lui laissa entrevoir qu'à l'avenir sa position envers les agents commerciaux placés par le Comité dans les postes occupés, serait analogue à celle de de Bloeme à l'égard des autres agents de la «Nieuwe Afrikaansche Handels-Vennootschap». Lindner, de son côté, ne croyait plus à la possibilité de faire du commerce à Vivi et on remarque que Bruxelles, devant son opposition, renonça à organiser dans cette station un service commercial, et cela en dépit de l'avis de Stanley.

Lindner voulait absolument accompagner son compatriote dans l'exploration du Loango : il annonça son départ de Vivi pour les premiers jours de juillet. Il s'agissait là d'un cas flagrant d'insubordina-

tion, tant envers Bruxelles qu'envers Stanley. Mais Lindner trouva un défenseur dévoué en la personne du Dr Pechuël-Loesche. Ce dernier avait notamment voulu expliquer la mésintelligence entre Lindner et Adolphe Gillis, homme de confiance du Comité pour certaines transactions commerciales, par ce qu'il appelait le «dualisme». Strauch (note non signée du 30.VII.1882) n'acceptait pas la théorie du «dualisme» et était d'opinion que Gillis remplissait vis-à-vis de Lindner exactement le rôle que de Bloeme avait joué vis-à-vis de Sparhawk, quand ce dernier était chef de Vivi, mais avec cette différence «qu'au lieu d'avoir affaire à un concurrent jaloux, ombrageux, à un ennemi secret, M. Lindner a affaire à un homme loyal, à un allié sûr et dévoué». Des incidents survenus à l'occasion du déchargement des navires *Roquette* et *Général Brialmont* prouvent néanmoins que Gillis n'était précisément pas le type d'«un homme placide, avec lequel il est facile de vivre», ainsi que Strauch l'avait décrit.

Strauch s'étonnait du changement intervenu dans l'attitude de Lindner qui, à Bruxelles, rêvait de remplir à Vivi un rôle identique à celui de de Bloeme. Maintenant que Vivi ne lui convenait plus, il voulait faire de Banana un grand établissement au personnel nombreux. Strauch ne pouvait acquiescer à ces plans extravagants : Vivi devait rester la base de l'entreprise et la station principale aussi longtemps qu'on n'aurait pas choisi une autre route que celle longeant le Congo.

Strauch, toujours dans la même note du 30 juillet 1882, avait constaté que Lindner, absorbé par ses projets d'exploration, négligeait son service depuis quelque temps ; par exemple l'affaire de la fameuse mitrailleuse de Vivi que Lindner prétendit ne pas avoir reçue, alors qu'elle figurait à l'inventaire dressé par l'adjoint de Lindner, Charles Callewaert. Strauch était arrivé à la conclusion que Lindner était un collaborateur capable mais qui entendait travailler à sa guise ; et philosophiquement, le président du Comité écrit : «... l'humeur de M. Lindner, les intrigues de M. Pechuël, ce sont les petites misères d'une grande entreprise...». Il soupçonnait cependant les deux amis allemands d'avoir l'intention de constituer un petit comité pour la découverte de métaux précieux en éliminant une présence belge trop gênante.

Le 18 juillet 1882, devant les nouvelles alarmantes d'un de Brazza essayant d'emprunter la vallée du Niadi, pour faire le trajet de Ntamo à la côte, Strauch demanda à Lindner de mettre à la disposition du Dr Pechuël-Loesche tout le nécessaire, aussi bien les marchandises que le personnel zanzibarite et kabinda.

La maladie et l'absence temporaire de Stanley allaient bouleverser tous les plans. Le 8 juillet 1882, Stanley arriva à Vivi, dans un état d'épuisement total. Lindner et Hanssens l'aidèrent à gagner ses appartements dans le grand bâtiment de Vivi. En quittant Bruxelles, Pechuël-Loesche avait reçu un pli lui donnant les pleins pouvoirs au cas où Stanley quitterait son poste de commandant en chef. Ce document fut ouvert à Vivi le 8 juillet en présence de Stanley, de Pechuël-Loesche, de Hanssens et de Lindner. Le nouveau commandant en chef se réservait le contrôle général de l'expédition et l'activité à l'intérieur. Il chargea Otto Lindner de la direction de la section Banana-Isangila tandis que Hanssens reçut la direction de la section Manyanga-Léopoldville, avec éventuellement un prolongement jusqu'à la 5^{ème} station, celle du chef Gobila à Mswata.

Léopold II n'avait pas à se réjouir de l'attitude de Pechuël-Loesche : déjà le 10 juillet, ce dernier demanda à Bruxelles de lui indiquer son successeur. Le Roi, constatant le peu de cas que certains de ses collaborateurs faisaient de leurs instructions, donna ordre de faire cesser cet état de choses. En ce qui concerne Lindner, le Roi était d'avis, si la nouvelle de son départ de Vivi s'avérait exacte, de le révoquer. Cependant, illustration frappante de l'esprit réaliste du Souverain, cela devrait se passer sans nuire à la reconnaissance du Loango et de façon à

avec que Pechuël-Loesche et Lindner ne cachent leurs découvertes éventuelles (Léopold II à Strauch, 1.VIII.1882). Le Roi ne perdit pas tout espoir d'employer ces deux collaborateurs à humeur vagabonde. En effet, le 17 août 1882, il demanda à Strauch de charger Pechuël-Loesche d'obtenir des concessions, à un moment où aucun concurrent n'apparaissait et de lui ordonner d'utiliser Lindner, s'il l'avait pris avec lui, pour fonder une station.

Toutes ces considérations n'empêchèrent pas Strauch d'admonester sérieusement — sur ordre du Roi — Lindner au sujet de sa comptabilité de Vivi.

Pendant son court séjour en Europe en automne 1882, Stanley eut l'occasion de discuter à Bruxelles le plan d'occupation par l'Association des points stratégiques aussi bien sur le Haut-Congo que sur le Niari. Dans une lettre qu'il adressa de Cadix, Stanley se montra partisan de fonder une station à l'embouchure du Kwilu ou bien, si cela s'avérait impossible, d'acheter une bande de côte en territoire français et portugais permettant l'aménagement d'une route libre vers Manyanga. La création d'un poste pareil demandait la présence de quelqu'un ayant des connaissances locales. Il était donc normal que le 6 décembre 1882 Strauch, dans une lettre à Stanley, pressentît Lindner pour l'exécution de ce plan, qui abondait, enfin, dans le sens préconisé par Bruxelles à plusieurs reprises à Stanley, sans vouloir trop insister. Devant la menace de de Brazza, Stanley ne pouvait refuser qu'on envoyât au Kwilu-Niadi une expédition plus ou moins parallèle à la sienne et dont il avait longtemps freiné l'exécution. Lindner allait donc être averti de sa nouvelle mission, pour lui, en somme, une reprise de plans antérieurs.

Le Roi était convaincu que la mission Lindner constituait la dernière chance de créer une route libre et, en conséquence, ses instructions étaient très formelles : « Il ne faudrait pas qu'un seul drapeau arrêât Lindner. Ce drapeau, il le respecterait, mais chercherait à obtenir en le tournant les concessions que nous l'avons chargé de nous procurer » (Léopold II à Strauch, 5.XII.1882).

Malheureusement, toutes ces instructions allaient rester lettre morte pour Lindner. En effet, son successeur à Vivi, le lieutenant belge Liévin Van de Velde, fit part au colonel Strauch, en date du 5 novembre 1882, du départ du Dr Pechuël-Loesche à destination de l'Europe en compagnie de Lindner, malade. Van de Velde croyait que ce dernier ne reviendrait plus, du moins s'il suivait les prescriptions du médecin. Comme les autres Blancs, Lindner avait souvent été victime d'attaques de fièvre lors de son séjour au Congo.

Le 8 janvier 1883, Strauch informa Stanley de l'arrivée de Pechuël-Loesche à Lisbonne et de Lindner à Madère.

On ne savait pas exactement si Lindner avait réellement quitté son poste. Devant ce doute et considérant le danger de voir Lindner faire à Madère une masse de frais, le Roi conseilla à Strauch (8.1.1883) de suspendre le paiement de son traitement. On jugerait sa situation d'après ses explications. Avant cela, Strauch avait déjà pris une mesure draconienne : dès le jour où il avait appris que Lindner avait l'intention de quitter Vivi, il avait invité le trésorier du Comité à suspendre le paiement de son traitement (Strauch à Léopold II, 9.1.1883). Cependant, Strauch reconnut que cette précaution allait rester sans effet, Lindner ayant eu soin de faire constater par trois médecins que sa santé ne lui permettait pas de prolonger son séjour en Afrique. Strauch ne semblait nullement impressionné par le départ présumé de Lindner ; il lui reconnaissait intelligence et aptitudes mais trouvait qu'il ne mettait pas ses talents à la disposition de son employeur. Strauch illustra la négligence de Lindner par le fait que ce dernier avait gardé pendant six mois en magasin à Vivi des rechanges destinés à l'*En Avant*.

Des accusations sévères avaient été portées contre Lindner par des membres du personnel au Congo. Stanley prétendit qu'il avait décampé avec 42 poin-

tes deivoire sans avoir donné et reçu et qu'il avait emporté de Vivi les livres qui auraient pu donner des renseignements sur la comptabilité. Gillis et Destrain l'avaient accusé d'avoir ouvert des lettres.

Mais Lindner arriva à Bruxelles avec une foule de pièces justificatives concernant sa gestion au Congo. S'étant brouillé avec le Dr Pechuël-Loesche, il déclara à Strauch qu'il regrettait son départ du Congo, depuis le moment où il avait appris que Stanley avait repris le commandement de l'Expédition (Strauch à Léopold II, 18 février 1883).

Il faut croire que Strauch se laissa convaincre par l'argumentation de l'Allemand. En effet, dans une lettre du 1^{er} avril 1883 à Stanley, Strauch essaya de défendre l'attitude de Lindner. Ce dernier aurait quitté Vivi découragé et craignant une catastrophe pour l'Association, confiée à l'incapable Dr Pechuël-Loesche. Strauch ajouta que l'accusation contre Lindner de la vente de 42 défenses expédiées de Léopoldville à Vivi, n'était pas fondée. Lindner a envoyé l'ivoire à Hutton & C^o à Liverpool qui l'ont reçu et s'occupent de la vente. Lindner s'était aussi défendu auprès de Strauch d'avoir aliéné quoi que ce soit de la comptabilité de la station. Un livre mentionnant les entrées et les sorties, le seul existant à Vivi Station, avait été placé par Lindner en sécurité dans le fameux « fetish room », lieu de conservation des choses les plus précieuses. Son successeur Van de Velde a dû l'y trouver. Strauch, tout en affirmant à Stanley qu'il ne faisait que répéter ce que Lindner lui avait dit, exprima son regret que Van de Velde n'ait pas jugé nécessaire de s'informer, lors de la reprise de la station, où se trouvait ce livre ou d'en constater la disparition.

Le recrutement de travailleurs étant une question de vie ou de mort pour l'œuvre entreprise en Afrique centrale, le Roi voulait charger Lindner fin avril 1883 d'une mission à Singapour ou en Chine. Prévoyant des difficultés de la part du Sultan de Zanzibar, le Roi suggéra la fondation d'un établissement de recrutement au Tana sous la direction de Lindner. Ce dernier devait se faire passer comme recruteur d'une maison allemande et un navire allemand loué devait charger les recrues. Léopold II avait même prévu le transport de ces gens par l'Inde et, de là, par la « British India Steam Navigation C^o » au Cap, d'où un voilier les conduirait au Congo. Tout cela afin d'éviter des arrêts dans le recrutement.

Strauch, de son côté, songeait à Lindner pour le recrutement au Lagos et à Monrovia et également pour la mise sur pied d'une compagnie de navigation et de commerce au Congo. Cependant, le Roi fit quelques restrictions à ce sujet : « Vous faites bien de vous servir de l'expérience de Lindner pour monter cette affaire mais je ne trouve pas qu'il faille nous engager à le nommer l'agent principal de cette affaire au Congo. Lindner a beaucoup d'ennemis au Congo. Je préférerais le réserver pour le Tana côté de Zanzibar » (Léopold II à Strauch, 2.3.1883).

Finalement, c'est à Zanzibar que Lindner se rendit au mois de septembre 1883. Il avait été réengagé au traitement annuel de 8000 F, avec un subside de 675 F pour son équipement. Les autorités à Bruxelles faisaient preuve d'optimisme quant au recrutement à Zanzibar : elles croyaient même l'assentiment du Sultan acquis avant l'arrivée de leur envoyé ou peu de temps après. Dans ce cas, une prime d'enrôlement ne serait pas nécessaire et les 12 500 F mis à la disposition de Lindner à ce dessein pourraient servir à couvrir une partie de ses dépenses. Lindner, cependant, se rendit compte très vite que le recrutement était beaucoup plus ardu à régler qu'on ne le supposait à Bruxelles. Le 26 octobre 1883 il communiqua par télégramme à Strauch l'échec de ses démarches et il demanda s'il fallait faire appel à l'aide officielle du consul belge. Le lendemain, Sir John Kirk, le consul général britannique à Zanzibar mit son Ministre des Affaires Étrangères, Lord Granville, au courant de l'arrivée d'Otto Lindner. Sir John exprima son étonnement de voir l'Association Internationale Africaine, la « Belgian Association », envoyer un agent afin de procéder au

recrutement de 200 (si possible 500) travailleurs noirs pour le Congo et cela sans savoir comment la demande serait reçue par le Sultan. Il trouva que c'était une faute d'envoyer par le même bateau cet agent et un grand miroir, cadeau du Roi Léopold au Sultan. D'après Sir John Kirk le Sultan avait répondu qu'il lui était impossible de faire de nouveau une exception pour le Roi Léopold car cela provoquerait d'autres demandes auxquelles il serait difficile de se soustraire, ce qui conduirait à un commerce d'esclaves. Le consul général croyait que la demande locale d'ouvriers et que la hausse des gages y étaient pour une partie, tandis que le Sultan devait bien se rendre compte par les informations de Tippeo Tip et d'autres Arabes que l'entreprise du Congo aurait pour conséquence de faire dévier la route de l'ivoire passant jusqu'à maintenant du Haut-Congo à la côte est de l'Afrique.

Lindner avait dit à Sir John Kirk que l'Association avait envoyé d'Europe un vapeur destiné au service sur le Haut-Congo et qu'il lui fallait absolument des travailleurs. Informé de l'idée de Lindner de visiter la côte de Zanzibar, le consul général l'avertit que le pouvoir du Sultan y était assez fort pour empêcher toute désobéissance ouverte et qu'en plus on n'y trouverait pas d'ouvriers, hormis des esclaves. Sir John Kirk, qui s'avérait être bien au courant du nombre (environ 650) des Zanzibarites travaillant au Congo, fit part à Lindner des griefs exprimés au sujet du travail et du paiement, par les membres du premier contingent embarqué jadis par Stanley dans le vapeur *Albion*.

Lindner, qui était au Congo au moment des faits, déclara que ces interventions en matière de rémunération étaient excessives et injustes. Malgré sa condescendance envers Sir John, Lindner ne parvint pas à obtenir son assentiment au sujet de l'engagement projeté. Or, à Zanzibar, l'influence du consul général britannique était décisive : Léopold II n'avait-il pas écrit à Strauch le 23 novembre 1882 : « C'est par le Dr Kirk qu'il faut essayer d'agir à Zanzibar... » ?

Mais il faut croire que le Roi, en cette fin d'octobre 1883, n'était pas très content de son envoyé spécial à Zanzibar. Le 29 octobre 1883, il insiste auprès de Strauch sur la nécessité d'organiser pour le mieux le ravitaillement de Karema, tâche à laquelle il faut employer les gens les plus capables. Sous ce rapport il fait la remarque : « J'ai peur que Lindner n'est pas du nombre et dans ce cas ne faut-il pas lui télégraphier de revenir par les îles ? ». Aussi Strauch envoie le 29 octobre 1883 à Lindner un télégramme lui demandant d'aller aux Comores sans demander l'aide du consul belge.

Cependant Lindner allait aboutir à l'engagement des travailleurs, grâce à un coup de maître. Il apprit, en effet, par un employé du Sultan, que l'argent de Lindner avait rendu plus loquace, que l'opposition à l'enrôlement existait dans le chef du consul général britannique et non du Sultan qui agissait contre ses propres désirs, par crainte de Sir John. On indiqua également la tactique à suivre pour résoudre ce problème : Sir John s'étant absenté de Zanzibar pour quelques jours, une démarche personnelle du Roi des Belges auprès du Sultan, permettrait à ce dernier de prétexter l'impossibilité d'un refus. Lindner ne manqua pas l'occasion : le 2 novembre, il demanda télégraphiquement à Bruxelles une intervention royale dont il suggéra lui-même les termes : « Je prie Sa Hautesse de vouloir bien accorder à M. Lindner la faveur qu'il sollicite d'Elle ». Le télégramme du Roi eut son effet : le Sultan donna son autorisation à l'engagement de 200 natifs de Zanzibar pour servir au Congo. Sir John Kirk affirme dans une dépêche à Lord Granville (24.11.1883) que la permission fut donnée à la requête personnelle et urgente de Léopold II. Il affirma en plus, dans un rapport envoyé le 8 décembre 1884, que cette réaction favorable du Sultan était aussi due à l'assurance que Lindner lui avait donnée, par le truchement de Sir John, que plus jamais l'Association ni le Roi ne présenteraient une requête analogue.

Le 5 novembre 1883, Lindner était déjà à Bruxelles de télégraphier à Bruxelles que l'autorisation avait été accordée. Deux jours plus tard, le colonel Strauch mit Sir William Mackinnon, armateur écossais et ami intime du Roi, au courant du résultat favorable. Très diplomatiquement, une grande part de ce succès fut attribuée à Sir John Kirk «notre ami commun» et cela malgré l'affirmation de l'intéressé lui-même qui insistait sur le rôle de l'intervention du Sultan. L'intention du Roi de vouloir à tout prix garder la sympathie des officiels anglais, se reflète encore dans sa réaction à l'égard de la demande du Sultan de faire frapper en Belgique de la monnaie à son chiffre. Tout en voulant obliger le Sultan, qui venait d'autoriser le recrutement, le Roi n'avait pas l'intention d'aller de l'avant dans la question de la monnaie, sans avoir recueilli l'avis du Gouvernement britannique (Léopold II à Strauch, 7.11.1883).

Le 6 décembre 1883, Lindner quitta Zanzibar avec le contingent de travailleurs nouvellement recrutés, par le vapeur *Florence*. S'étant engagé envers le Sultan à ramener et à payer lui-même les hommes qu'il avait recrutés trois ans plus tôt, il suggéra à Strauch de lui accorder l'autorisation de rester à Cape Town. Mais il se fit que Bruxelles avait envoyé à Banana le voilier *Ville d'Ostende* par lequel ces Zanzibarites devaient rejoindre Zanzibar. Bruxelles refusa, invoquant l'incertitude de pouvoir avertir le *Ville d'Ostende*, de faire escale au Cap et arguant des raisons d'économie: le trajet au Cap, les frais de voyage de l'Européen qui aurait dû accompagner les hommes et les dépenses de séjour de Lindner. De plus, Bruxelles considérait qu'en recevant au Congo les hommes qui devaient être rapatriés, Lindner pourrait examiner leurs comptes, demander des renseignements nécessaires tant dans l'intérêt des Zanzibarites que de l'Association.

Le 20 janvier 1884, W.G. Parminter, chef de Vivi, avertit Stanley que trois nouveaux cas de petite vérole s'étaient produits parmi les Zanzibarites qui venaient d'arriver. Il blâma dans des termes sévères Lindner qui avait envoyé les hommes à Vivi au lieu de les isoler à Shark Point sur la côte jusqu'au moment où tout danger serait écarté. Deux cas avaient été signalés à Nkungulu et Parminter craignait que plus aucun porteur indigène ne voulût se présenter dans ces conditions.

Le 19 février 1884, E. Massey Shaw, «acting chief of Vivi station», pouvait déjà envoyer de Vivi à l'intérieur une caravane composée de nouvelles recrues et commandée par A. Boulanger. Le même jour, Massey Shaw conduisit à Banana une soixantaine de Zanzibarites à rapatrier par Lindner sur le *Ville d'Ostende*. Il est possible que Lindner ait eu une part active dans la défense des factoreries européennes à Noki au cours de la première moitié du mois de février.

En mars 1884, Lindner s'embarqua avec ses Zanzibarites sur le *Ville d'Ostende*, bateau de transport dont l'état laissait à désirer. C'est probablement pour cette raison qu'il acheta encore deux bateaux. Le voyage s'effectua dans des conditions pénibles. Après avoir passé Sainte-Hélène, tout l'équipage, à une exception près, tomba malade. Le capitaine Horn y fit hospitaliser ses hommes et dut attendre trois semaines avant de pouvoir renouveler son équipage. Le vent contraire l'obligea à faire une escale au Cap, afin d'y refaire une provision d'eau. Un Zanzibarite mourut en cours de route, un autre au Cap, victimes tous les deux d'affections pulmonaires. Dans le port du Cap, les Zanzibarites s'agitèrent: ils ne voulaient plus continuer le voyage dans un bateau si lent et dans lequel ils souffraient tellement du froid. Ils argumentèrent que leur terme de service était révolu depuis longtemps, qu'ils voulaient être rapatriés en bateau à vapeur et qu'ils voulaient même payer de leurs propres deniers les frais que cela occasionnerait. Lindner, dont l'état de santé n'était pas excellent suite à une affection catarrhale, et dont l'attitude trop indulgente envers les Zanzibarites avait été remarquée, se vit obligé de les transférer sur un vapeur. De ce fait, le *Ville d'Osten-*

de continua pas sa route vers Zanzibar et Bruxelles renonça à un nouveau recrutement de Zanzibarites. En attendant de nouvelles instructions, Lindner reçut ordre de régler, de concert avec le capitaine Cambier, l'agent de l'Association Internationale Africaine à Zanzibar, les salaires des anciens Zanzibarites.

Pendant de longs mois, le capitaine Ernest Cambier avait attendu son remplacement comme agent de l'A.I.A. à Zanzibar. De là, une double tâche pour Lindner. Par lettre du 19 juillet 1884, Strauch lui demanda de se mettre au courant de cette fonction, en prévision du remplacement provisoire de Cambier. En même temps, Lindner devait étudier la question d'un recrutement à Zanzibar, en vue du remplacement du contingent engagé autrefois par Roger et dont la date de rapatriement se rapprochait.

Une lettre de Strauch (10.10.1884) à Lindner laissait prévoir la possibilité d'un télégramme le chargeant de l'enrôlement d'un nombre de travailleurs soit à Zanzibar, soit aux îles Comores, soit sur la côte africaine non soumise à l'autorité portugaise. On adjura Lindner de n'engager que des hommes robustes et bien portants afin d'éviter des plaintes auxquelles le dernier recrutement avait donné lieu. Un grand nombre de recrues récentes était toujours malade et incapable de travailler. Lindner ne pouvait engager des sujets portugais afin d'éviter des incidents analogues à celui qui s'était produit à Noki le 28 février 1884. Là, quatre travailleurs originaires de Mozambique, ayant fui la station de Vivi, s'étaient réfugiés chez un commerçant portugais. Devant l'insistance de Parminter et de deux Européens pour récupérer ces hommes, le commandant de la canonnière lusitanienne *Tejo* s'était formellement interposé au nom de la légalité internationale. Strauch exigea donc des contrats en règle, à l'abri de toute critique. Rappelons ici que le 23 mai 1884, quatre cents formulaires de contrats individuels furent déjà envoyés à Lindner, qui avait insisté sur la nécessité d'individualiser les contrats d'engagement.

Se rappelant le succès prodigieux que l'intervention du Roi Léopold avait eu lors de sa mission l'année précédente, Lindner essaya d'abord de faire adresser une lettre par Sa Majesté au Sultan. Nous n'avons pas d'écho d'une éventuelle intervention directe du Roi, mais le 17 novembre 1884, un télégramme de Bruxelles enjoignit à Lindner de cesser les pourparlers entamés avec le capitaine d'un voilier qui devait transporter ses nouvelles recrues de Zanzibar au Cap. Malheureusement, ce message était adressé au capitaine Cambier, le résident de l'A.I.A. à Zanzibar et non pas à Lindner directement. Ce dernier, offensé par le procédé employé, ne voulut pas obtempérer et exigea qu'un télégramme lui fut envoyé par Bruxelles, sans intermédiaire. Cambier parvint cependant à convaincre Lindner de ne pas signer un contrat définitif avec le capitaine du voilier et se borna à donner des conseils à Lindner dans son travail de recrutement, quand ce dernier lui en demandait. Mais le capitaine Cambier n'oublia pas de faire savoir à son gendre, Albert Thys, qu'à son avis le lieutenant Becker convenait mieux que n'importe qui pour occuper l'agence de Zanzibar. L'antinomie entre Cambier et Lindner ne datait pas de ce moment. Déjà en octobre 1883 des instructions contradictoires avaient opposé le résident au recruteur. Dans une lettre à Thys (10.2.1885), Cambier affirma que faute d'instructions formelles lui donnant un droit de contrôle sur les agents envoyés à Zanzibar, cela avait failli coûter 4000 livres à l'Association.

L'arrivée à Zanzibar du lieutenant Becker et de quatre autres officiers, le 2 décembre 1884, jeta de l'émoi dans l'île. Sir John Kirk s'indigna devant l'insistance brutale avec laquelle l'Association essayait d'engager des travailleurs (Kirk à Granville, 8.12.1884). De plus, n'oublions pas que la rumeur disait que Becker avait l'intention de relier Karema et l'ouest du Tanganyika au Congo et qu'il lui fallait

à ce dessein une caravane de 800 hommes.

En principe, Otto Lindner devait remplacer Cambier en qualité d'agent de l'Association Internationale Africaine. Mais en fait, Cambier resta beaucoup plus longtemps. Il s'occupa du recrutement de Zanzibarites pour le service à Karema, ce qui aboutit à des frictions sérieuses avec Lindner.

Léopold II qui s'était adressé à la Reine Victoria en vue d'un recrutement à Zanzibar, refusa de faire des démarches personnelles auprès du Sultan et s'exprima à Thys en ces termes: «Vous comprenez que je ne puis pas sans cesse ainsi mendier l'appui de cet Arabe» (29.1.1885). Mais il donna l'autorisation à Cambier de se passer, s'il l'estimait utile, du consul de Belgique, Jean Van der Elst, et de se faire appuyer par quelqu'un d'autre. Cambier eut une entrevue avec Sir John Kirk le 29 janvier 1885 et reçut l'autorisation de recruter 150 hommes. Dans une lettre qu'il adressa à Thys le 10 février 1885, Cambier expliqua l'affaire de l'engagement des Zanzibarites. Il en ressort que Lindner avait proposé à Cambier de lui fournir les hommes nécessaires à l'expédition qui se préparait, au même prix que ceux qu'il avait fournis au Congo «en faisant de nombreux cadeaux à de puissants arabes». Cambier ne se rendit pas à cette proposition mais s'adressa au consul général britannique et cela avec succès, puisqu'il reçut l'autorisation de recruter 150 hommes. Cambier relate que Sir John Kirk lui avait préalablement dit qu'il ne voulait s'occuper de cette question qu'à condition de ne devoir traiter qu'avec lui, et non pas avec Lindner. Sir John ne désirait plus avoir de relations avec ce dernier. En effet, l'année précédente, Lindner l'avait blessé en déclarant que s'il ne pouvait pas obtenir ce qu'il désirait, il s'adresserait au consul belge. D'après les déclarations de Lindner à Cambier, la véritable raison résidait dans le fait que Lindner avait obtenu 200 hommes au lieu des 100 que le consul général aurait voulu voir accorder par le Sultan.

Mais les grands jours des expéditions belges à la côte orientale d'Afrique étaient révolus. Les deux premiers mois de l'année 1885 sont pour Léopold II une période angoissée: il se rend compte qu'il faut prendre une décision car l'expédition Becker coûte énormément d'argent et le recrutement à Zanzibar devient de plus en plus difficile. Sur une lettre de Thys du 24 février 1885, nous lisons la décision royale: «Préparez une lettre à Cambier pour tout retirer, tout liquider à Zanzibar, pour remettre Karema aux Algériens et faire revenir Storms et son adjoint. Lindner ira à Adenne (sic) attendre ordres».

Par lettre du 27 février, Albert Thys pria Lindner de se rendre à Aden et d'y attendre des ordres. Il lui fit parvenir un document d'introduction pour César Tian, commerçant de musc, de café et de peaux, le même pour lequel Arthur Rimbaud a travaillé pendant trois ans dans la région de Harar en Ethiopie. Un crédit de 5000 F était ouvert chez Tian.

C'est avec un grand soulagement que Sir John Kirk pouvait communiquer à son Ministre des Affaires étrangères le 16 mars 1885 la fin de l'action belge sur la côte orientale, le retour des officiers et la vente des réserves.

Cambier et Lindner s'occupèrent de la vente du matériel de l'Association Internationale Africaine à Zanzibar. Cambier rédigea une «Note pour le règlement des comptes de l'A.I.A. à Zanzibar». Il quitta l'île le matin du 14 avril 1885. Lindner qui devait l'accompagner jusqu'à Aden, reçut un télégramme lui ordonnant de rester à Zanzibar.

Le 2 mai de cette même année, Léopold II donna ordre à Strauch de rappeler Lindner. L'idée du Roi était d'envoyer ce collaborateur à Hong-Kong, du moins s'il consentait à prolonger ses services aux conditions existantes, pour une durée dépendant de la volonté royale, mais d'après un accord résiliable après deux ans. Lindner devait trouver à Hong-Kong une base et des agents permanents de recrutement.

Otto Lindner quitta Zanzibar le 12 mai 1885 et retourna en Belgique, après expiration de terme, le 11 juin suivant.

Le Roi, dans une note à Strauch du 21 mai 1885, caressait encore l'idée d'envoyer Lindner en Chine. Mais peu de jours après le retour de l'Allemand, le Roi s'informa auprès de Thys si on ne pouvait pas l'employer auprès de la « Société Allemande ». Les Allemands qui s'entendaient bien avec les Portugais auraient pu recruter dans les territoires dépendant de ces derniers et auraient cédé par après les hommes engagés pour le service au Congo (Léopold II à Thys, 16.6.1885). Au mois d'octobre 1885, Thys avertit Lindner qu'il devait se tenir à sa disposition pour être prêt à exécuter les premiers ordres du Roi. A ce moment, Lindner faisait figure d'ancien d'Afrique et il était consulté pour ses connaissances par l'entourage du Roi et par A.-J. Wauters, le rédacteur du *Mouvement géographique*.

Vers le 23 février 1886 (le 22 il eut encore une entrevue avec Strauch et le 25 il écrivit de Plymouth), Lindner partit une nouvelle fois pour l'Afrique. L'Etat Indépendant du Congo avait fait appel à lui pour recruter des travailleurs au Damaraland, territoire situé dans la sphère d'influence allemande en Afrique du Sud-Ouest. D'après les instructions qui lui avaient été remises, les hommes à enrôler devaient être sains, robustes, courageux et capables de servir indifféremment de porteurs, d'hommes d'escorte pour les caravanes, de travailleurs dans les stations et de soldats dans l'éventualité d'une attaque. On prévoyait un engagement de trois ans au salaire moyen d'un livre par mois, la nourriture étant fournie par l'Etat conformément aux circonstances. Une avance de deux ou trois mois de gages pouvait être faite au moment du départ mais le maximum des dépenses occasionnées par le recrutement, les cadeaux aux chefs et les frais du voyage au Congo, ne pouvait pas dépasser dix livres par tête.

Nous ne savons pas si cet essai a été couronné de succès. Il est vrai que d'après le code télégraphique convenu entre l'Etat et Lindner, on prévoyait aussi l'éventualité d'un insuccès.

Un écho assez spécial nous est cependant parvenu de ce voyage sous la forme d'une lettre que le directeur du Jardin botanique de l'Etat, P. Crépin, adressa à Lindner le 7 décembre 1887. Crépin remercia Lindner du don d'une collection de plantes desséchées rapportées du Damaraland. J. Bommer, le spécialiste qui étudia la collection, y reconnut un certain nombre d'espèces nouvelles pour la science.

De retour au mois d'août 1886, Lindner séjourna d'abord au Grand Hôtel Britannique et puis au n° 37 de la rue Crespel.

Le Conseil d'administration de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie au cours de sa séance du 9 février 1887 nomma Otto Lindner secrétaire de direction avec appointment de 3600 F l'an. Mais déjà le 17 octobre 1888, Thys annonça devant le Comité Permanent de la Compagnie que les services de Lindner, qui avait été engagé vu ses connaissances spéciales, n'étaient plus nécessaires. Aussi le poste de secrétaire de direction fut-il provisoirement supprimé. A titre d'indemnité, on paya à Lindner un mois de traitement, qui fut porté à deux mois par le Conseil d'Administration le 14 novembre 1888.

En 1887, Lindner avait introduit une demande de naturalisation belge. Parmi les raisons qui l'ont amené à faire ce pas, il signale la bienveillance dont le Roi l'a honoré et la ferme conviction que les Belges joueraient sous peu un rôle prépondérant en cette Afrique au service de laquelle il se trouvait depuis de longues années. La naturalisation simple fut accordée à Lindner le 7 juin 1888. Entre temps, le 19 janvier 1888, ce Berlinois épousa à Schaerbeek, Marie Ursule Eugénie Leclercq, de nationalité française.

Devant l'impossibilité de recruter dans les régions sous obédience britannique ou portugaise, Léopold II s'intéressa aux territoires allemands de la

côte orientale. Le Roi exprima ses vues à Thys (14.6.1888). Lindner pouvait rendre des services. On l'enverrait à Berlin afin d'y expliquer la nécessité dans laquelle l'Etat Indépendant se trouvait de recruter des « Cafres ». S'il rencontrait un refus, il devait agiter le spectre d'un recrutement dans les territoires français. Le Roi, se rappelant que le contingent de Zanzibarites que Lindner avait recruté la dernière fois, était arrivé en piteux état, estima qu'il fallait lui adjoindre un médecin.

Le 29 juin 1888, le Roi suggéra à Thys d'envoyer Lindner en Afrique du Sud. De son côté Thys, qui se trouvait alors à Londres, y rencontra Wissmann et dit à ce dernier que Lindner était à sa disposition (Thys à Léopold II, 29.6.1888).

Le Cap, le Natal et la République d'Orange semblaient au Roi des territoires où Lindner pourrait faire son recrutement. Thys promit au Roi (1.7.1888) de chercher un médecin pour accompagner Lindner qui de son côté, se montra très « ficelle ».

De Londres, le Roi chargea Thys d'envoyer Lindner, à la place de Wissmann, chez le banquier Philipp à Hambourg (14.8.1888) afin de s'informer à quelles conditions on pouvait recruter des Cafres et quelle somme il y aurait à prévoir pour obtenir l'assentiment de Lisbonne, ou plutôt du Mozambique.

Quelques mois après, Lindner s'occupe de la grande politique d'occupation coloniale. Le 7 février 1889, il envoie une lettre fort curieuse à William Mackinnon, homme de confiance de Léopold II et grand patron de l'« Imperial East Africa Co ». A ce moment Clemens Denhardt, homme d'affaires allemand, se trouve à Bruxelles, s'entretient avec Lindner et se dit d'accord pour rendre visite à Mackinnon à Londres, si ce dernier le souhaite.

De quoi s'agit-il? Les frères Clemens et Gustav Denhardt se sont procuré des terrains chez le sultan de Witou (au nord de Mombasa) lors de différentes expéditions qui leur ont coûté 400 000 marks (20 000 £) à partir de 1877. Cinquante millions de mètres carrés, d'après les dires de Clemens Denhardt, situés en quatre endroits très bien choisis. Jusqu'à la fin de 1890, Denhardt a encore le droit d'occuper à son choix, sans déboursier quoi que ce soit, autant de terres qu'il est à même de clôturer. Jusqu'en 1895, Denhardt dispose d'un choix préférentiel pour acheter encore des terres par traité.

Clemens Denhardt a confié à Lindner, qu'il est entré en négociations avec de grands financiers d'Allemagne: ces derniers affirment-t-il, avec leur lenteur habituelle, ont envoyé une commission qui doit se rendre compte sur place de la valeur des possessions de Denhardt, travail qui avait déjà été fait à plusieurs reprises par des Allemands et d'autres, notamment le consul britannique Churchill en juillet 1888. Denhardt s'est déclaré d'accord — Lindner est en possession d'un document dûment signé — pour vendre tout ce qu'il possède en Afrique orientale, y compris les constructions et le bétail, et céder tous les droits et toutes les concessions qu'il a achetées au sultan. Détail alléchant: aucune annuité ne serait encore à payer au sultan de Witou. La seule condition que C. Denhardt avait formulée auprès de Lindner était que l'acheteur éventuel trouvât une place adéquate pour lui et son frère en Afrique orientale, le rapport d'une vente éventuelle -20 000 £- devant aller pour la plus grande partie dans les mains des créanciers.

Otto Lindner communiqua encore à Mackinnon que Denhardt n'était pas encore au courant de l'identité des candidats à l'achat, mais qu'il soupçonnait que c'était le Roi des Belges.

Le 8 février 1889, Lindner fait savoir à Mackinnon que C. Denhardt, qui séjourne à Bruxelles depuis le 6 février, devient très impatient de connaître l'acheteur éventuel et qu'il a expliqué le détail de ses dépenses africaines. Lindner insiste sur le fait que cette somme, importante à première vue, ne doit pas étonner ceux qui s'occupent quotidiennement d'affaires africaines.

Denhardt entra en relation avec William Mackinnon. Malgré le fait qu'il était Allemand, il s'opposa aux visées expansionnistes de la « Deutsche Witou-Gesellschaft » et du Dr Carl Peters, le fougueux protagoniste d'une Afrique allemande le long de la côte de l'Océan Indien. W. Mackinnon ne semblait cependant pas enclin à s'engager financièrement dans cette aventure.

Dans une lettre qu'il adressa à Lindner de l'île de Lamu en Afrique Orientale, le 24 octobre 1889, Denhardt fit savoir que la « Deutsche Witou-Gesellschaft », aidée par l'« Auswärtiges Amt » de Berlin, avait forcé le sultan de Witou à renoncer à ses bons offices.

Denhardt reprocha à Mackinnon de lésiner sur l'aide financière promise et cela à un moment où l'argent et une politique intelligente pouvaient encore sauver beaucoup dans l'intérêt de l'Imperial East Africa Company.

Le 17 novembre 1889, Otto Lindner envoya la lettre sus-mentionnée à Mackinnon. Il était d'avis que Denhardt avait mal expliqué son cas à son interlocuteur britannique et qu'il n'avait pas suffisamment préparé ses plans avant de partir. Lindner exprima ses regrets à Mackinnon de ne pas avoir pu offrir ses services pour cette mission.

Les efforts conjugués de l'Allemand Denhardt et du Berlinois Lindner, récemment naturalisé belge, pour faire pencher le Wituland dans l'orbite britannique, furent dépassés par la signature du fameux traité du 1^{er} juillet 1890. Cet arrangement germano-britannique fit de l'île de Heligoland un poste avancé allemand tandis que le Wituland tomba sous protectorat britannique.

Otto Lindner n'oublia pas pour autant son correspondant William Mackinnon. Au printemps de 1892, la Compagnie du Chemin de Fer du Congo le chargea d'une mission spéciale de deux mois en Afrique du Sud afin de s'y procurer des bœufs, des lourds chariots en bois spécial et leurs conducteurs, pour faire le transport sur la route projetée le long du chemin de fer du Bas-Congo. A cette occasion, Lindner suggéra à Mackinnon de faire de même dans certains territoires de l'Imperial East Africa Co. Il offrit d'ailleurs à Mackinnon ses bons offices pour n'importe quelle mission politique, commerciale ou autre en Afrique de l'est, du sud ou de l'ouest (Lindner à Mackinnon, 27.4.1892). Les deux hommes n'eurent pas l'occasion, ainsi que cela avait été convenu, de se rencontrer à Londres avant le 11 juin 1892, jour du départ de Southampton du navire *Scot* (Lindner à Mackinnon, 15.6.1892). Nous savons que Lindner visita le Damaraland, région qui ne lui était pas inconnue et où il avait pu juger de l'endurance et de la sobriété des bœufs de trait.

Le Roi se montra très intéressé à voir partir Lindner en Afrique du Sud et se mit en rapport avec le consul général d'Orange. Mais nul document ne nous permet jusqu'à présent d'affirmer que Lindner ait réellement entrepris ce voyage projeté.

En 1900, Lindner partit en Chine et au Japon en qualité d'envoyé spécial de la Compagnie Belge Commerciale, Industrielle et Minière pour l'Extrême-Orient d'Anvers. Lindner eut à étudier différentes affaires industrielles, que la Compagnie précitée comptait y monter avec le concours des industriels belges. En Chine, il aurait fait partie d'unités de volontaires dans la lutte contre les Boxers.

En 1902, Lindner entreprit un voyage de prospection dans la région du Kwilu-Niari pour la même compagnie anversoise.

La firme liégeoise Compagnie Générale des Conduites d'Eau de son côté fit également appel à Lindner. Ayant appris que la ville de Tchinking projetait la construction d'une distribution d'eau, le conseil d'administration de la Compagnie décida le 4 août 1907 d'y envoyer Lindner qui devait également examiner les possibilités dans d'autres localités. Lindner quitta Bruxelles le 17 août suivant. Dans deux villes, Tchinking et Nanking, des contrats furent signés. Cependant, l'étude des deux entreprises devait encore être faite. La compagnie

demanda donc à Lindner d'établir les contrats ultérieurs en prévoyant un délai d'option.

Lindner passa l'année 1908 à faire des voyages de documentation et de prospection en Chine. Il fit plusieurs fois le trajet Tchinkiang-Changhai. Il visita Pékin, Tientsin et Tsingtau. Au mois de juin, il quitta Changhai pour le Setchouan en passant par Hankéou, Itchang, Wouchan, Wan-Hsien et arriva à Tchoung-King le 15 août, où il logea chez le consul français. Un mois après, privé de son compagnon de voyage chinois, Lindner atteint la ville de Chengtou, but de son expédition. En cette ville, il entama des discussions avec l'administration locale au sujet de la distribution d'eau. On n'arriva cependant pas à un résultat concret. Bien au contraire, le fonctionnaire chinois qui avait négocié avec Lindner à Changhai, fut déclaré incompetent par ses supérieurs et sévèrement puni. Le 11 juin 1909, le conseil d'administration de la Compagnie Générale des Conduites d'Eau prit acte de l'annonce du retour de Lindner. Son séjour s'avérait trop onéreux, eu égard à l'incertitude du résultat. Même la question de la distribution d'eau à Tchinkiang n'avait pas encore trouvé de solution fin 1909. Avant de quitter la Chine, Lindner transmit le dossier qu'il avait constitué à la maison Caissial et Cie. On s'était décidé à attendre le moment où les Chinois auraient les moyens financiers nécessaires. Lindner nous a laissé de son voyage en Chine un journal manuscrit, très sommaire il est vrai, mais dont les annotations journalières nous permettent de reconstituer toute l'aventure que constituait un déplacement pareil. C'est aussi un défilé des événements quotidiens sur le Yangtsé-kiang, artère vitale de cet immense pays.

En sa qualité de technicien, Otto Lindner avait rendu depuis 1888 des services aux forces armées belges : perfectionnement de la grenade Viven-Bessières et la mise au point d'une bombe aérienne. Le 2 août 1926 il obtint la grande naturalisation.

Le 20 août 1926 Lindner quitta Ixelles pour s'installer à Ypres. La région lui était bien connue : déjà avant la guerre il y avait passé ses congés en compagnie des officiers de l'école de cavalerie qui se réunissaient à l'Hôtel de la Châtellenie, où il résidait. En plus, dans la région Lindner pouvait s'adonner à ses deux sports favoris, la chasse et la pêche.

Otto Lindner décéda à Ypres le 16 février 1945. Son épouse mourut à Ypres le 7 avril 1947. Une fondation Madame Lindner y perpétua son souvenir par la construction de cinq maisonnettes pour personnes âgées nécessiteuses. De son vivant, Otto Lindner avait légué une partie de sa fortune à la Royale Entr'aide Coloniale.

Si on voulait esquisser un portrait psychologique de Lindner d'après l'opinion de ses contemporains au Congo, il y aurait lieu de souligner une dégradation progressive de l'impression favorable qui avait accompagné son arrivée. Tous ont apprécié au début ses qualités d'organisateur, sa sociabilité, sa servabilité ; Stanley était devenu lyrique en énumérant dans des lettres à Strauch les capacités de celui dont il confirmait que son intelligence et ses grandes connaissances pratiques auraient pu faire un successeur possible. Cependant cette estime reçut un premier coup sérieux quand Stanley dut s'opposer à la proposition de Lindner de garder des Zanzibarites fin de terme, en leur donnant une augmentation de gages. Ce cas illustre l'attitude intransigeante de Stanley là où il croyait qu'on lésait les intérêts des Africains.

Mais dans cette petite communauté de Blancs de nationalités différentes, sous l'influence aussi du climat, les relations amicales se détériorent facilement. C'est ainsi que Stanley, un peu plus tard, décrira Lindner comme un homme de valeur, un commerçant expérimenté et industriel, un technicien excellent, mais en même temps affublé d'une humeur impossible, ambitieux, hautain, arrogant et capricieux. Les officiers belges, tout en reconnaissant ses qualités, font preuve d'une animosité grandissante contre Lindner. L'élément national y inter-

venait certainement, malgré le fait qu'il eut aussi des démêlés avec des compatriotes. Seul le Dr Pechuël-Loesche restait son défenseur inconditionnel.

Léopold II savait que Lindner avait beaucoup d'ennemis au Congo, mais il continuait à faire appel à sa collaboration. Quand il faut nommer un résident auprès de Tippo Tip, devenu gouverneur des Falls, le Roi écrit le 1^{er} avril 1887 à Strauch : « Le Dr Wolf serait-il un bon résident chez Tipu Tib ? Lindner était je crois mal avec Stanley ? Je préférerais trouver un Belge ». Le fait seul que le nom soit venu à l'esprit de Léopold II en dit assez au sujet de la valeur qu'il attachait à ce collaborateur.

Distinctions honorifiques : Officier de l'Ordre de la Couronne ; Officier de l'Ordre royal du Lion ; Médaille commémorative du Congo.

28 novembre 1984.

[A.L.]

M. Luwel.

Sources : Luwbl., M. 1959. Otto Lindner, 1852-1945. Een weinig bekend medewerker van Leopold II. *Verh. K. Acad. kolon. Wet., nieuwe reeks in -8°*, 13 (3), 328 pp. — Luwbl., M. 1962-1963. Ernest Cambier te Zanzibar 1882-1885. *Africa-Tervuren*, 8 (4) : 85-96 & 9 (1) : 1-29. — Archives C.C.C.I. — Stanley, archives de famille. — Papiers Strauch, Musée de la Dynastie. — Papiers Thys, Musée r. Afr. Centr. (Tervuren). — Papiers Storms, *ibid.*

La présente biographie d'Otto Lindner est la seule existant en français. Nous avons conservé dans les citations l'orthographe originale.